

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, la République centrafricaine (RCA) est touchée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires liées aux conflits armés, aux conflits intercommunautaires ou provoqués par des tensions entre agriculteurs et éleveurs. La situation sécuritaire est restée volatile tout au long du premier semestre 2021 dans un contexte post-électoral. Certaines parties du pays ont été affectées par des attaques de groupes armés et d'autres ont souffert des affrontements opposant les Forces Armées centrafricaines (FACA) (appuyée par ses alliés) aux groupes armés. Le pays est ainsi rythmé par des déplacements soudains dans des zones de forte insécurité et par des vagues de retour dans d'autres zones relativement plus sécurisées, notamment après la reprise de certaines villes par l'armée. En réponse à la crise complexe en RCA, l'Organisation Internationale pour Migrations (OIM) déploie depuis 2013, la Matrice de Suivi des Déplacements (*Displacement Tracking Matrix, DTM*), un mécanisme qui collecte des données sur les tendances de déplacements, les besoins multisectoriels dans les localités et sites d'accueil des déplacés et retournés ainsi que des enquêtes ponctuelles sur les intentions de retour des déplacés internes.

METHODOLOGIE

La DTM a réalisé une enquête sur les intentions de retour entre le 05 août et le 30 septembre 2021 dans 47 sites d'accueil des déplacés internes (dont 20 sites officiels et 27 sites non officiels¹). Ces sites sont répartis dans la ville de Bangui en plus de ces préfectures : Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ombella-Mpoko et Ouaka. Cette enquête s'est principalement focalisée sur les intentions de déplacement / retour et d'intégration locale durable des ménages présents sur les sites. Un échantillon de **1 058 ménages** a été élaboré selon un niveau de confiance de **95 pour cent** et une marge d'erreur de **maximum 8 pour cent** en visant une représentativité des ménages déplacés internes au niveau de chaque préfecture (admin 1). La répartition de l'échantillon dans chaque préfecture a été déterminée proportionnellement au poids de la population dans chaque site et les ménages présents sur les sites y ont été aléatoirement interrogés selon la méthode tourner le stylo. Cet aperçu montre les résultats clés de l'évaluation principalement basée sur l'enquête ménage et sur des données secondaires. Les principales données secondaires utilisées dans l'analyse sont les évaluations des déplacements et des besoins multisectoriels dans les localités² et les sites³ réalisées par la DTM entre août et septembre 2021. Ces données secondaires ont été utilisées notamment pour illustrer l'effectif de déplacés présents sur les sites et leur période de déplacement.

¹ Dans le cadre du suivi de la mobilité des populations effectué par la DTM, les sites non officiels désignent des lieux de regroupement spontanés ou organisés autogérés par la population déplacée elle-même.

² DTM. République centrafricaine. [Rapport sur les déplacements et les besoins humanitaires multisectoriels dans les localités d'accueil des déplacés internes](#), Septembre 2021.

RESULTATS CLES

- L'enquête a montré que **46 pour cent** des ménages déplacés internes présents sur les sites comptent un(des) membre(s) souhaitant quitter leur site actuel dans les prochains mois. Cette proportion est plus élevée dans les préfectures de Haute-Kotto (principalement le site de PK3) (**85%**), Nana-Gribizi (**78%**) et Mbomou (**60%**). A l'opposé, **51 pour cent** des ménages n'envisagent pas un futur déplacement / retour dans les prochains mois et **3 pour cent** sont indécis.
- Parmi les ménages comptant des membres ayant l'intention de quitter leurs sites actuels dans les prochains mois, la grande majorité (**79%**) envisage de rallier leur localité de résidence initiale, **20 pour cent** souhaitent se rendre dans un lieu différent de leur lieu de résidence initial et **1 pour cent** sont encore indécis sur leur futur lieu d'installation.
- Les principaux facteurs motivant l'intention de déplacement / retour sont par ordre d'importance l'amélioration de la situation sécuritaire en zone d'origine (**44%**), les faibles opportunités d'emploi sur le lieu d'accueil actuel (**21%**), les risques d'éviction du site (**15%**) ainsi que la détérioration des conditions sécuritaires sur le site d'accueil (**7%**).
- Parmi les ménages ne souhaitant pas se déplacer dans les prochains mois, **76 pour cent** sont intéressés par des opportunités d'intégration locale durable.

Récapitulatif de la couverture et de l'échantillonnage

Préfecture	Sites couverts	Nombre de ménages	Echantillon	Niveau de confiance	Marge d'erreur
Bamingui-Bangoran	Cité de l'amitié - Site Minusca	79	61	95%	6%
Bangui	Kolongo- Sapeke 1- Sapeke 2 - Sokada	606	128	95%	8%
Haute-Kotto	Eglise Catholique (Bria) - Site PK3 (Bria)	7463	154	95%	8%
Haut-Mbomou	Gouléré - Ligoua - LRA1- LRA2 - LRC LRD- LR Ngouli - Nguilguili - Site de Mboki	3442	155	95%	8%
Mbomou	LR Dembia - Site A - Site B - LRC Agoumar 3 Site persévérance	1 051	187	95%	7%
Nana-Gribizi	Site Lazaret - Site Mbella - Site Minusca	5 888	156	95%	8%
Ombella-Mpoko	Atib - Centre Emetteur - Kodjo-Sandimba 2	63	45	95%	8%
Ouaka	Lapago - Aviation - PDI du site Elevage - Site Maitrise club - Site Minusca PK8	5 417	171	95%	7%

³ DTM. République centrafricaine. [Fiche d'informations sur les déplacements et les besoins humanitaires multisectoriels sur les sites d'accueil des déplacés internes](#), Septembre 2021.

→ APERCU DES DEPLACEMENTS SUR LES SITES

L'évaluation des déplacements et des besoins multisectoriels des déplacés internes et retournés réalisée par la DTM entre août et septembre 2021 a montré que les sites (officiels et non officiels) accueillent **34 pour cent** des déplacés internes contre **66 pour cent** qui sont installés dans des localités (villages / quartiers) d'accueil². Cette même évaluation a répertorié **106 501 personnes (23 364 ménages)** déplacés présents sur les sites (officiels / non officiels) en septembre 2021³. Les sites accueillant le plus grand nombre de déplacés au moment de l'évaluation étaient par ordre d'importance le site PK3 (Bria) (35%), le site Minusca (Nana-Gribizi) (9%) et le site Lazaret (Nana-Gribizi) (6%)³.

Toujours d'après cette évaluation, environ la moitié des déplacés internes (48%), se sont déplacés pour la première fois avant l'année 2018 et **4 pour cent** des déplacés présents sur les sites au moment de l'évaluation se sont récemment déplacés **entre juin et septembre 2021**³. Ceci montre que la moitié des ménages présents sur les sites sont en **situation de déplacement prolongé**, pouvant potentiellement s'expliquer par l'insécurité qui sévit encore dans leurs zones d'origine et par des opportunités d'intégration locale pour certains de ces ménages déplacés de longue durée (accès à l'emploi, abris durables etc.).

Les principales sous-préfectures d'origine des ménages présents sur les sites sont Bria (15%), Obo (13%), Bangui, Kaga-Bandoro (11%) et Bambari (11%). Il est important de considérer que les déplacements se font principalement à l'intérieur des mêmes préfectures et sous-préfectures : d'après l'évaluation multisectorielle réalisée par la DTM dans les localités d'accueil des déplacés internes, 81 pour cent des déplacements ont eu lieu à l'intérieur d'une même préfecture (y compris 61% au sein d'une même sous-préfecture) et 19 pour cent d'une préfecture à une autre.

Plus de la moitié des ménages (58%) se sont déplacés en raison des conflits armés, plus précisément les attaques perpétrées par les groupes armés, les affrontements entre groupes armés ainsi que les affrontements entre les groupes armés et les Forces Armées centrafricaines (FACA). En revanche, **16 pour cent** des ménages se sont déplacés suite à des inondations et ils sont principalement installés dans les préfectures de Bangui et Ombella-Mpoko. En outre, les conflits communautaires représentent le motif de déplacement de **16 pour cent** des ménages tandis que **10 pour cent** se sont déplacés après des tensions entre agriculteurs et éleveurs générant des attaques parfois violentes.

En termes d'abris, la majorité des ménages (61%) disposaient d'abris semi-durables dans leur zone d'origine tandis que **19 pour cent** occupaient des abris durables et **20 pour cent** occupaient des abris d'urgence / de fortune.

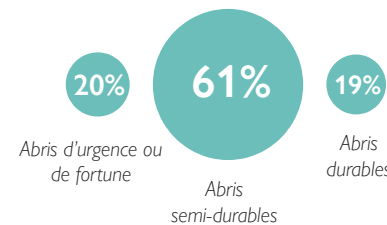
Nombre de ménages et d'individus déplacés internes présents sur les sites couverts par la DTM³ :



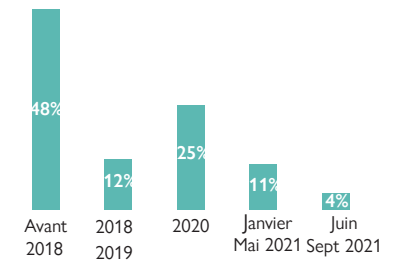
106 501 individus
23 364 ménages

Principaux motifs de déplacement	% de ménages
Tensions / conflits armés	58%
Inondations	16%
Conflits communautaires	16%
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	10%

Répartition des ménages par type d'abri occupé dans la localité d'origine :

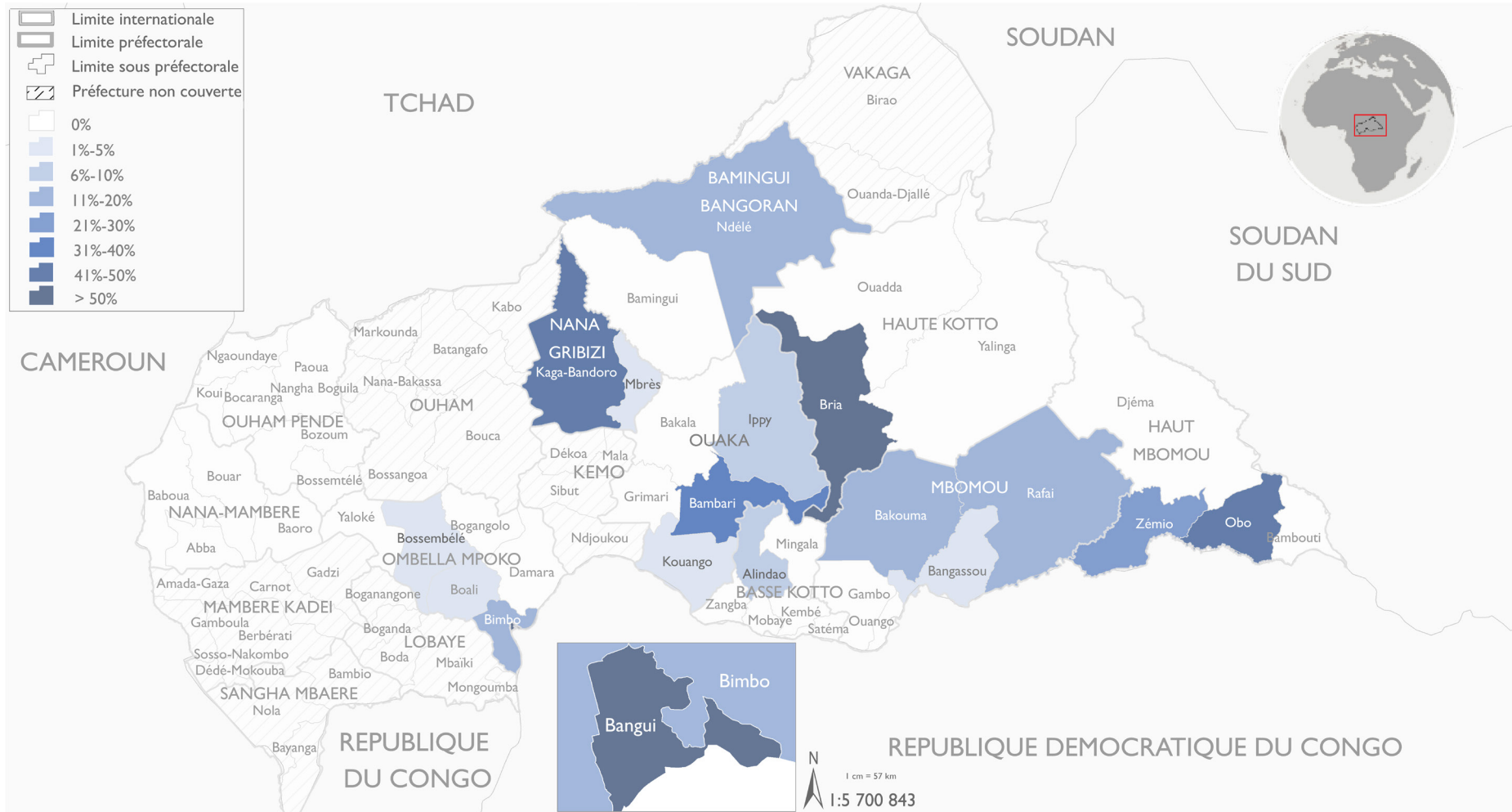


Répartition des déplacés internes sur les sites couverts par la DTM, par période de déplacement³ :



Sous-préfecture d'origine des ménages	% de ménages
Bria	15%
Obo	13%
Bangui	13%
Kaga-Bandoro	11%
Bambari	11%
Rafai	7%
Zémio	6%
Ndélé	6%
Bakouma	5%
Bimbo	5%
Mbrès	1%
Ippy	1%
Kouango	1%
Alindao	1%
Bossembélé	1%

Répartition des ménages déplacés internes présents sur les sites, par sous-préfectures d'origine :



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.



CONDITIONS DE VIE DES MENAGES SUR LES SITES

Les principaux critères de choix du site actuel des ménages déplacés sont respectivement le besoin de rejoindre d'autres membres de la famille / communauté (39%), une meilleure perception de la situation sécuritaire sur le site actuel comparée à la zone d'origine ou de provenance (31%) ainsi que l'espoir de recevoir de l'assistance humanitaire sur le site actuel (14%). Ceci sous-tend que l'aspect communautaire pourrait influencer considérablement les intentions de retour ou d'installation locale durable. Plus précisément, les intentions futures de certains ménages pourraient dépendre des orientations données par les leaders communautaires. De plus, en cas d'intentions de déplacement ou de retour, les lieux d'installation envisagés pourraient également dépendre des endroits où s'installeront d'autres membres de la famille ou de la communauté.

Concernant les conditions de vie sur le site actuel, la situation en termes d'abris paraît globalement précaire. En effet, 73 pour cent des ménages vivent dans des abris d'urgence (dont la plupart sont endommagés) sur leurs sites d'hébergement actuel contre 21 pour cent des ménages qui avaient des abris d'urgence / de fortune dans leur zone d'origine. En revanche, 27 pour cent (principalement en situation de déplacement prolongé) vivent dans des abris semi-durables ou durables. La possession d'abris semi-durables ou durables pour ces ménages en particulier pourrait les rendre moins enclins à se déplacer dans les prochains mois, de surcroît s'ils ont accès à des moyens de subsistance leur permettant de satisfaire leurs besoins essentiels.

Pour la moitié des ménages (50%), le soutien principal du ménage est un travailleur indépendant. Les principaux domaines d'activités de ces ménages sont l'agriculture, l'élevage et le petit commerce. En revanche, pour 22 pour cent des ménages, le soutien principal travaille journalièrement à temps plein ou à temps partiel, notamment en tant qu'ouvrier, manœuvre, aide-ménagère etc. En outre, 27 pour cent des ménages sont sans emploi. L'accès aux moyens de subsistance et aux opportunités économiques pourrait retarder ou différer les intentions de déplacement futur ou de retour des ménages.

D'après les ménages interrogés, une large proportion (plus de 85%) a librement accès aux points d'eau, aux marchés, aux écoles et aux terres cultivables se trouvant en dehors des sites. Pour autant, l'évaluation multisectorielle sur les sites réalisée par la DTM a montré que cet accès est tout de même contraint par l'insuffisance des services de base (services de santé, points d'eau, marchés), l'insécurité dans certaines zones et le manque de moyens financiers pour bénéficier pleinement de ces services.

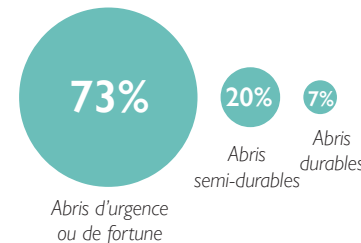
Principales raisons du choix du site actuel (par proportion de ménages) :

Principaux motifs de choix du site actuel	% de ménages
Rejoindre d'autres membres de la communauté	39%
Site perçu comme plus sécurisé pour le ménage	31%
Possibilité de bénéficier de l'aide humanitaire	14%
A la recherche d'opportunités économiques	8%
Meilleur accès à des services de base	7%
Autres	1%

Principale activité du soutien principal du ménage (par proportion de ménages) :

A son propre compte	50%
Sans travail	27%
Employé à temps partiel	14%
Employé à temps plein	8%
Incapacité de travail (Trop jeune, handicap)	1%

Répartition des ménages, par type d'abri occupé sur le site actuel :



Répartition des ménages par nombre de pièces dans l'abri occupé sur le site actuel :

Une seule pièce	71%
Deux à trois pièces	26%
Plus de 3 pièces	3%

Proportion de ménages ayant connu une réduction du nombre de repas journaliers au cours des trois mois précédant l'évaluation :

	Bamingui Bangoran	Bangui	Haute Kotto	Haut Mbomou	Mbomou	Nana Gribizi	Ombella Mpoko	Ouaka
Oui	72%	83%	95%	99%	82%	99%	91%	95%
Non	28%	17%	5%	1%	18%	0%	9%	5%

INTENTIONS FUTURES DE DEPLACEMENT / RETOUR

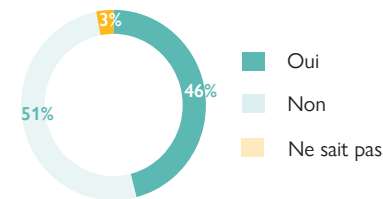
Concernant les intentions futures, 46 pour cent des ménages comptent un(des) membre(s) souhaitant quitter le site actuel dans les prochains mois. Cette proportion est plus élevée dans les préfectures de Haute-Kotto (principalement le site de PK3) (85%), Nana-Gribizi (78%) et Mbomou (60%). En outre, 51 pour cent des ménages présents sur les sites n'envisagent pas un futur déplacement et 3 pour cent sont indécis. Parmi les ménages ayant l'intention de se déplacer, la grande majorité (79%) envisage de rallier le lieu de résidence initial, 20 pour cent souhaitent se rendre dans un lieu différent de leur lieu de résidence initial et 1 pour cent sont encore indécis sur leur futur lieu d'installation.

Les facteurs motivant l'intention de déplacement / retour sont par ordre d'importance l'amélioration de la situation sécuritaire dans le futur lieu d'installation (44%), les faibles opportunités d'emploi sur le site actuel (21%), les risques d'éviction du lieu actuel (15%) ainsi que la détérioration des conditions sécuritaires sur le site actuel (7%). En effet, l'évaluation multisectorielle sur les localités d'accueil des déplacés internes réalisée par la DTM en septembre 2021 avait montré que certaines préfectures (notamment Mbomou) ont enregistré des vagues de retour significatives entre juin et septembre 2021, attribuables à la relative amélioration de la situation sécuritaire dans certaines zones de nouveau sous le contrôle de l'armée. En outre, la détérioration des conditions sécuritaires sur le site actuel a été davantage cité dans la préfecture de Haute-Kotto, plus particulièrement sur le site de PK3 (24%).

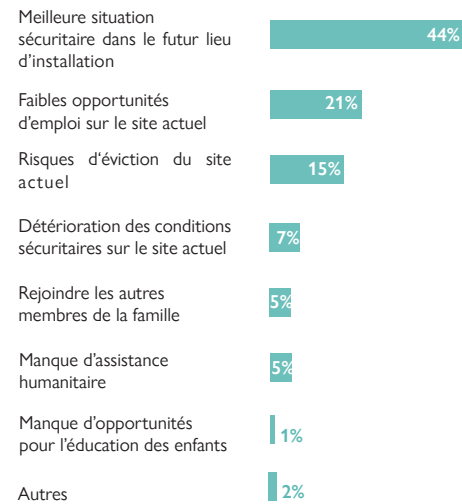
Parmi les ménages souhaitant se rendre dans leur zone d'origine, il faut considérer que les villages / quartiers d'origine sont généralement localisés dans la même sous-préfecture que leur lieu de déplacement actuel. Les principales sous-préfectures d'origine de ces ménages envisageant un retour dans les prochains mois sont Bria (34%), Kaga-Bandoro (25%) et Bambari (12%). En considérant les ménages souhaitant se rendre dans une localité différente de leur lieu d'origine, les sous-préfectures d'installation future les plus prépondérantes sont Bambari (39%), Bimbo (30%) et Bangui (14%). Le choix des sous-préfectures de Bangui et Bimbo pour l'installation future (hors de la zone d'origine) pourrait s'expliquer par la possibilité de bénéficier de meilleures opportunités économiques / d'emploi dans ces aires urbaines.

La situation sécuritaire reste le critère de choix du futur lieu d'installation le plus déterminant (55%). Les autres critères impactant ce choix sont par ordre d'importance : les abris convenables (36%), les opportunités d'emploi (35%) et la possibilité de rejoindre d'autres membres de la communauté (33%).

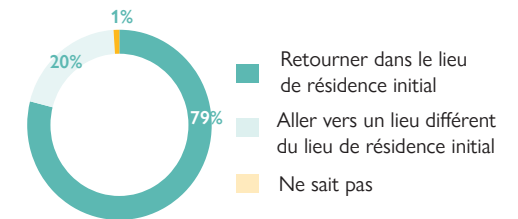
Proportion de ménages comptant des membres ayant l'intention de quitter le site actuel au cours des prochains mois :



Principales raisons de départ du site dans les prochains mois (par proportion de ménages) :



Principales destinations futures des ménages comptant des membres souhaitant quitter le site actuel dans les prochains mois :



Trois principaux facteurs qui vont orienter le choix du futur lieu d'installation (par proportion de ménages) :

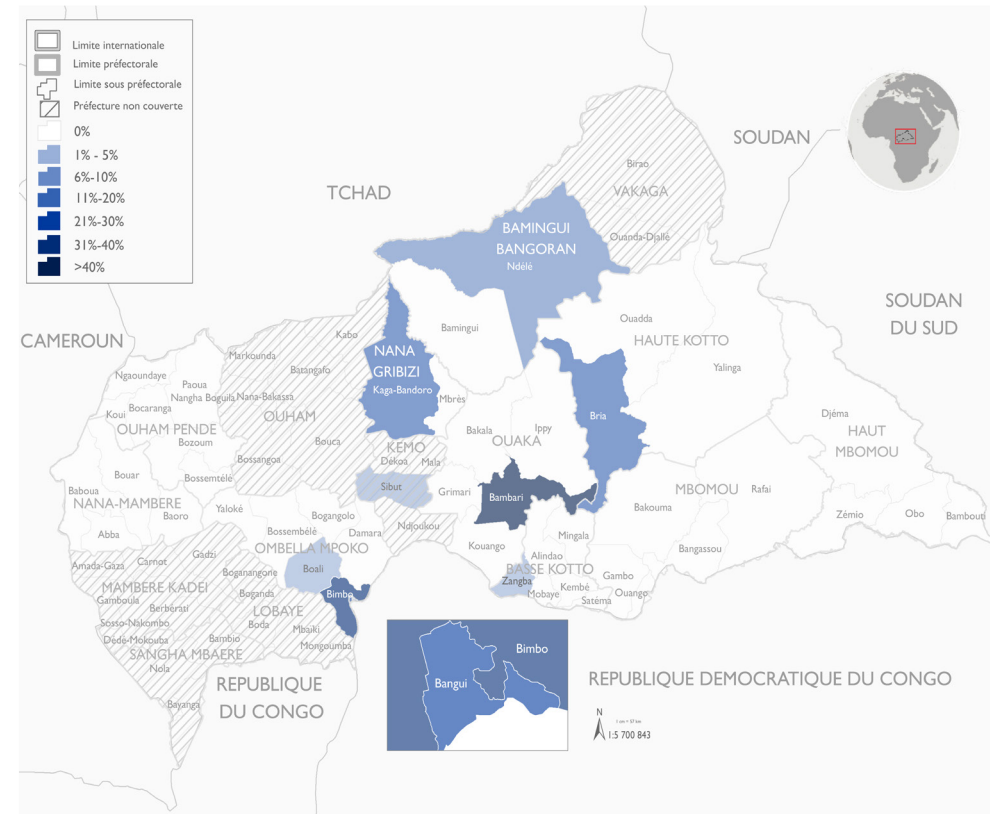
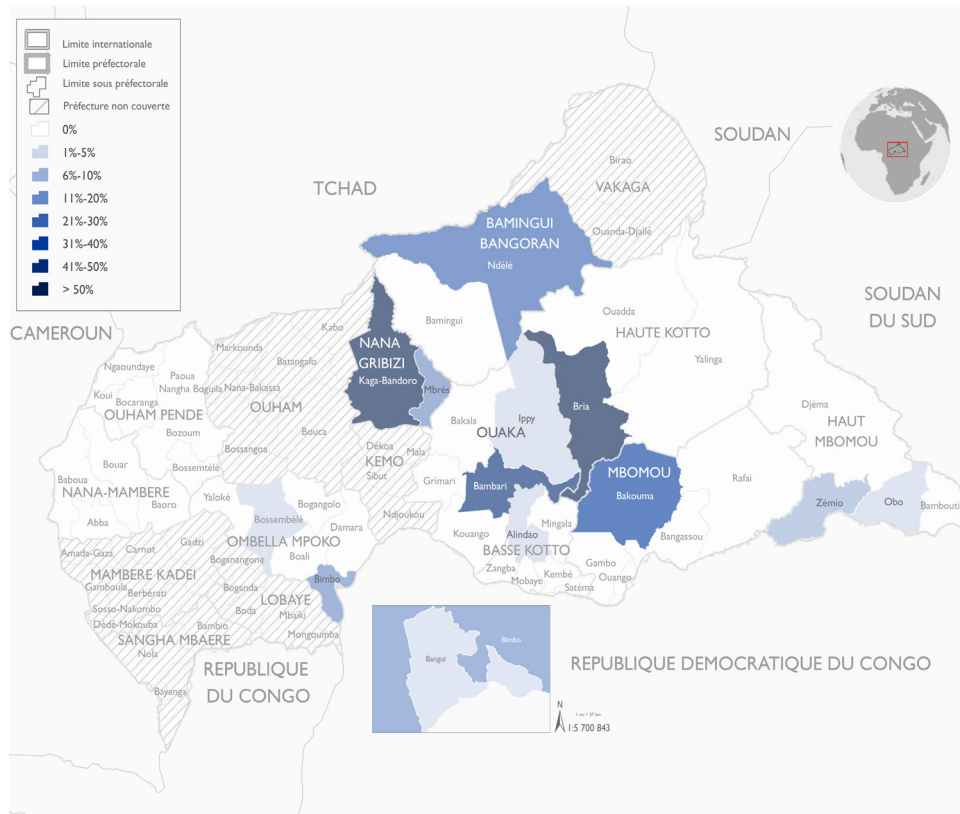
1	Situation sécuritaire stable	55%
2	Abris plus convenables	36%
3	Meilleures opportunités d'emploi	35%

Trois principales sous-préfectures d'installation des ménages ayant des intentions de déplacement / retour :

Sous-préfecture	% de ménages
Bria	28%
Kaga-Bandoro	21%
Bambari	17%

Sous-préfectures d'installation future des ménages souhaitant retourner dans leur zone d'origine (par proportion de ménages) :

Sous-préfectures d'installation future des ménages souhaitant se déplacer dans des localités différentes de leur zone d'origine (par proportion de ménages) :



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'IOM.

INTENTIONS D'INTEGRATION LOCALE DURABLE

Parmi les ménages n'envisageant pas un déplacement dans les prochains mois, la perception d'une meilleure situation sécuritaire sur le site actuel (comparé à leur zone d'origine) est la principale cause de leur choix (citée par 49% des ménages). Les autres motifs sont respectivement l'insécurité en zone d'origine (24%) et la proximité du site actuel avec leur lieu de résidence initial (7%). Ceci confirme que la majorité des ménages ne sont pas prêts à effectuer le retour / ou le déplacement futur, tant que les craintes sécuritaires subsistent dans leur futur lieu d'installation. En revanche, 5 pour cent des ménages n'envisagent pas de se déplacer pour rester regroupés avec les autres membres de leur famille ou de leur communauté, confirmant que les aspects communautaires influencent significativement la volonté d'intégration locale durable.

Parmi les ménages ne souhaitant pas se déplacer dans les prochains mois, 76 pour cent sont intéressés par une intégration locale durable. Cette proportion importante pourrait être mise en perspective avec le constat qu'environ 26 pour cent des ménages décrivent leurs abris comme semi-durables ou durables, ce qui pourrait les rendre plus enclins à rester sur leurs sites actuels dont certains sont assimilables à des quartiers. De plus, environ la moitié des ménages (46%) sont en situation de déplacement prolongé (déplacés depuis avant 2018). Après plus de trois ans de déplacement, certains ménages ont pu progressivement trouver des activités génératrices de revenus (notamment l'agriculture, l'élevage, le petit commerce) et des opportunités économiques suscitant le souhait de s'intégrer durablement dans la zone de déplacement actuel, surtout si l'insécurité persiste en zone d'origine.

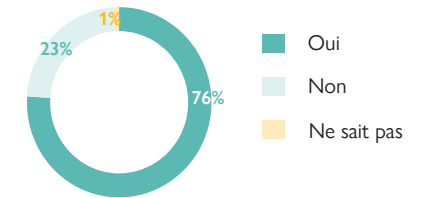
En dépit de la volonté d'une partie des ménages à s'intégrer localement, cette intégration dépend de beaucoup de paramètres incluant une situation sécuritaire stable, l'acceptation par les autorités locales et communautaires, par les communautés locales ainsi que la régularisation des terrains / sites occupés.

En considérant ces résultats, pour les sites dans lesquels le souhait de retour des ménages est très important et constamment montré par diverses évaluations réalisées à des périodes différentes (notamment le site de PK3), des projets d'accompagnement au retour pourraient être envisagés au profit des ménages souhaitant retourner dans leurs zones d'origine si les conditions sécuritaires sont propices au retour. En outre, pour des zones où la majorité des ménages souhaitent une intégration locale durable ou profiter d'opportunités de réinstallation dans la même zone, des projets de réinstallation / intégration pourraient être envisagés comme c'est le cas actuellement pour les déplacés de l'ancien site Elevage ayant subi une éviction forcée.

Principales raisons pour lesquelles des ménages ne comptent pas un (des) membre(s) ayant l'intention de quitter le site actuel dans les prochains mois :



Parmi les ménages n'ayant pas l'intention de quitter le site dans les prochains mois, proportion intéressée par une intégration locale durable :



Informations supplémentaires :

Les données secondaires utilisées dans cet aperçu sont téléchargeables via les liens suivants :

- DTM. République centrafricaine. [Rapport de suivi des déplacements](#). Septembre 2021
- DTM. République centrafricaine. [Fiche d'informations sur les déplacements et les besoins sur les sites](#). Septembre 2021